

L'Éducation nationale a besoin rapidement d'un électrochoc

Il faut liquider l'héritage de 1968, si l'on veut que la France reparte un jour du bon pied. Les idées inspirées largement par Pierre Bourdieu selon lesquelles le système scolaire ne serait qu'un instrument de reproduction des élites et que tous les manuels devraient systématiquement condamner le libéralisme et surtout l'enseignement privé sont de mauvaises idées.

Tous les livres scolaires qui se revendiquent d'être avant tout anticapitalistes n'expliquent pourtant jamais pourquoi on vit deux fois plus longtemps qu'au siècle dernier. En trente ans, les modes de vie, le revenu, l'espérance de vie et le système productif ont changé dans le bon sens. Sur chacun de ces indicateurs, les améliorations sont nettes, voire spectaculaires, alors que la plupart des gens, encouragés par des magazines comme *Alternatives Economiques* sont persuadés du contraire...

Au nom de quoi faudrait-il célébrer dans une école ou un lycée les mérites de Fidel Castro et d'Hugo Chavez ?

Il faut savoir qu'au Lycée de Corbeil-Essones en face de la cité des Tarterêts, il y avait récemment un bâtiment où les enfants pouvaient se procurer des drogues dures et des « drogues douces », un étage où l'on pouvait trouver des préservatifs. A Toulon, on a pu entendre un représentant des élèves musulmans réclamer l'instauration de pratiques islamistes dans l'établissement au nom de ce que 25 élèves seulement sur 500 ne faisaient pas le ramadan. La mentalité de certaines cités n'est devenue rien d'autre qu'une forme de caïdat qui affiche son mépris pour les femmes, l'homophobie et l'antisémitisme...

Les Zones d'Education Prioritaire (ZEP) créées au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 visaient à « obtenir une amélioration significative des résultats scolaires des élèves notamment les plus défavorisés ». Il s'agit aujourd'hui de constater l'échec complet de ces politiques.

Quand on regarde la situation de la jeunesse dans notre pays, on retrouve l'essentiel des maux de notre société: exclusion, violence, chômage, déficits, délinquance voire terrorisme. Il est urgent d'éduquer une jeunesse qui a été largement sacrifiée au cours des dernières décennies. C'est la première condition pour repartir dans la bonne direction.

Le pédagogisme et le renoncement à l'autorité ont ravagé l'éducation nationale.

La réalité c'est que l'école va de plus en plus mal. L'Éducation nationale est une machine aveugle qui broie les professeurs qui voudraient se donner du mal en leur ôtant toute liberté. Jacques Julliard qu'on ne peut suspecter d'être de droite, dans son dernier livre « *L'école est finie* » a produit un vibrant pamphlet contre la dernière réforme scolaire de Najat Valaud-Belkacem. Il s'élève contre les discours égalitaristes et libertaires qui dominent la gauche depuis quarante ans. La quasi totalité des nouvelles pédagogies ont été des échecs : les activités d'éveil, la grammaire fonctionnelle, la lecture naturelle, les mathématiques modernes, l'auto-apprentissage, l'histoire des objets, le « décloisonnement de la créativité » etc...

La méthode globale d'apprentissage de la lecture et le « pédagogisme » ont été des échecs. Si on définit comme illettré une personne incapable de lire et d'écrire un texte simple, court, en rapport avec sa vie quotidienne, il faut savoir qu'il y a en France 8 % de jeunes adultes qui sont illettrés.

Ce sont les familles les plus défavorisées qui tiennent le plus à la vérité des notes, alors que « les bobos » ne veulent pas qu'on traumatise leurs enfants car l'évaluation serait un facteur de stress, surtout quand on se permet de noter les élèves. Une mère s'est récemment plainte de la punition infligée à son rejeton qui avait insulté un professeur en lui disant qu'il était « un fils de pute » et « un bâtard ». Le rectorat a bien évidemment annulé la sanction prise à l'encontre de l'élève par le Conseil de Discipline. L'école a renoncé à exercer toute autorité.

En voulant rendre l'école plus accessible, on a finalement orchestré son nivellement par le bas. Jamais Albert Camus, fils d'une femme de ménage illettrée, mais repéré et stimulé par un instituteur à l'ancienne ne pourrait aujourd'hui avoir le Nobel de littérature.

Ce n'est plus seulement l'institution scolaire qui est confrontée à l'antisémitisme, à l'islamisme et au sexisme, c'est toute la société. A force de déni, le mal s'est étendu bien au-delà des banlieues et de leurs écoles

Le ministère de l'éducation nationale résiste, engraisé par des ministres qui n'osent le réformer en profondeur, par des syndicats majoritaires bureaucrates (Snuipp-Fsu, SE-Unsa, SNPDEN-Unsa, SNES...) et par une gestion centralisée archaïque. L'autonomie des établissements est combattue en permanence par les syndicats. En agissant de cette façon, la rue de Grenelle dénature complètement les idéaux de l'école républicaine.

Jean Michel Blanquer le nouveau ministre estime qu'il y a urgence à arrêter la baisse de la France

dans tous les classements (Pisa, Timss...)

Il faut « dégraisser le mammoth » disait déjà Claude Allègre aux enseignants en 1997,

Pour ce faire, il faut parler vrai. Expliquer pourquoi rien ne change. Se refuser à la résignation ambiante. C'est possible avec des mesures simples, rapides et efficaces. À l'unique condition que le système ultra-centralisé accepte de lâcher la bride et de faire confiance aux acteurs de terrain, dans les académies, les collectivités, et surtout au sein même des établissements scolaires.

La route sera longue et difficile car il s'agit d'une bataille contre le sectarisme.

Heureusement, l'économie du secteur de l'éducation va être bouleversée. Aujourd'hui l'éducation nationale est dans les mains de l'Etat, et sous le contrôle total des syndicats corporatistes. Cela ne devrait pas durer encore longtemps, car avec les cours en ligne sur internet, il va y avoir une hausse spectaculaire du niveau d'exigence scolaire. Tout le monde a envie d'accéder aux plus de choses possibles dans la sphère de ses intérêts...

Une Université puissante, capable de contribuer activement à la croissance économique, de favoriser la cohésion sociale et de porter les ambitions culturelles d'un pays, est la meilleure garantie d'avenir dont celui-ci puisse se doter. Elle crée la confiance chez la jeunesse et ouvre des possibles pour la société entière.

Près de quatre cent soixante-dix mille jeunes s'orientent chaque année vers l'enseignement supérieur, afin d'y acquérir ce qui est considéré comme le meilleur atout pour une vie professionnelle et personnelle. Dans ces quelques années d'études, c'est l'avenir de notre pays qui se joue, génération après génération. Pourtant, malgré l'importance de cet enjeu collectif, les privilèges d'une bonne formation tendent à se concentrer au sein d'un vivier étroit de bénéficiaires.

Il faut bannir définitivement de l'école la phrase « Puisqu'il n'est pas bon pour les études il vaut mieux le mettre au boulot le plus vite possible »

Brigitte Macron qui enseignait à Franklin, le lycée privé jésuite Saint Louis de Gonzague, a laissé un très bon souvenir tant auprès de ses anciens élèves que des parents. On nous dit qu'elle veille à cette transformation si importante pour la France....

